

1. Numéro et titre du projet : 9.534 Stages itinérants pour le progrès de la femme destinés à des formateurs dans des domaines déterminés par des Etats membres individuellement.
2. Généralités et justification:

Le Programme de stages itinérants de formation a été créé en 1973 conjointement par la CEA et par la FAO pour répondre à la demande des pays africains désireux qu'on les aide à assurer la formation en cours d'emploi du personnel chargé de la planification, de l'exécution et de la supervision des programmes visant à améliorer la qualité de la vie familiale dans les régions rurales. De 1973 à 1977 on a organisé une première série de 18 stages avec l'aide du Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA en Ethiopie, en Zambie, au Lesotho et au Botswana, au Swaziland, en Somalie, en Tanzanie, au Libéria, en Sierra Leone, en Gambie, au Ghana, au Nigéria, au Congo, au Gabon, en Haute-Volta, dans l'Empire centrafricain, au Rwanda, au Bénin et au Cameroun. Cette première série doit se poursuivre en 1977/78 et l'on prévoit d'organiser des stages en Mauritanie, au Sénégal, au Mali, au Tchad et dans les pays de l'Afrique du Nord.

Les gouvernements suédois, néerlandais, belge et de la République fédérale d'Allemagne, la FAO et le FNUAP conjointement, le FISE et la Fédération internationale pour le planning familial ont fourni un appui financier pour cette première série d'ateliers (voir tableau 1).

Ce sont les gouvernements qui ont assumé la responsabilité de l'organisation de tous les stages, chacun d'entre eux ayant désigné un coordonateur à l'échelon national et une équipe de formation de deux à quatre spécialistes. Un fonctionnaire international s'est rendu auparavant dans chaque pays pour arrêter définitivement les arrangements et le programme conçus par le coordonateur national et l'équipe de formation.

Les équipes internationales comprenaient de deux à quatre personnes appartenant aux disciplines suivantes : sociologie, économie domestique, nutrition et communications.

Le financement de ces stages a été réparti entre les organisations internationales, qui ont pris à leur charge les dépenses de l'équipe internationale, les frais de nourriture des participants, les missions sur le terrain et le matériel pédagogique, et les gouvernements, qui ont de leur côté mis à la disposition du projet l'équipe nationale, des conférenciers spécialisés, et des services de secrétariat et assumé les frais de voyage locaux et de logement.

Les stages de cette première série étaient essentiellement des stages d'orientation portant sur une vaste gamme de sujets liés principalement à la participation des femmes à la planification et à la prise de décisions à tous les niveaux; aux conséquences des politiques et des plans nationaux pour les femmes; au rôle des femmes dans les activités familiales, agricoles et productrices de revenus et à l'amélioration de la qualité de la vie familiale par celle de la nutrition, des soins accordés aux enfants, de l'espacement de la famille (conformément à la politique du gouvernement) et de l'économie familiale. Les stages ont aussi porté sur les techniques de vulgarisation, de communication et de coopération qui peuvent contribuer à améliorer les services éducatifs offerts aux familles. Ces stages n'ont pas été considérés comme un effort isolé mais plutôt comme le commencement d'un programme permanent du Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA qui aidera les pays à assurer d'une formation en profondeur plus spécialisée. On dispose des fonds nécessaires pour la continuation de la première série, c'est-à-dire pour les stages d'orientation, dans la partie de l'Afrique située au sud du Sahara et en Afrique du Nord.

On a commencé une deuxième série de stages itinérants de formation. Ils ont été le résultat direct de missions du personnel du Centre et de consultants au cours desquelles ils ont examiné les progrès accomplis depuis la première série de stages et la question des activités consécutives. La deuxième série de stages porte sur des domaines précisés par les divers Etats membres. Jusqu'à maintenant on a reçu des fonds pour deux de ces stages, (l'un sur la conservation et le stockage des aliments et l'autre sur la communication, l'éducation des adultes et la planification) de la FAO et du FNUAP conjointement, du FISE, de l'Association finlandaise pour les Nations Unies et de la République fédérale d'Allemagne; ces stages ont eu lieu en 1975 et 1976. Toutefois on ne dispose pas d'autres ressources pour la deuxième série; aussi demande-t-on un appui pour ces stages spécialisés.

3. Objectifs du projet:

Les objectifs d'ensemble des stages spécialisés sont de renforcer les programmes visant à améliorer la vie familiale et les foyers ruraux et d'intensifier la participation des femmes au développement rural et à la construction du pays. Dans l'immédiat il faut répondre aux demandes de formation de responsable de la formation dans des domaines divers présentées par les différents pays, demandes qui ont été mises au point en grande partie grâce à la première série de stages d'orientation.

4. Description du projet:

Les gouvernements sont de plus en plus intéressés par les stages spécialisés. Jusqu'à maintenant on a établi les domaines suivants comme présentant un intérêt particulier pour un gouvernement au moins : la technologie appropriée, y compris les méthodes de stockage et de conservation des aliments, le captage et la distribution des eaux, les techniques d'amélioration des foyers comme la construction de fourneaux ne donnant pas de fumée et de chauffe-eaux solaires; les activités rémunératrices telles que l'impression des étoffes, la poterie, la fabrication de savons; des techniques de gestion y compris les garderies d'enfants et les sociétés coopératives; l'amélioration de la nutrition par la production et l'utilisation de mélanges d'aliments africains traditionnels; les soins aux enfants, l'espacement de la famille et l'éducation à la vie familiale; enfin les techniques de communication, d'éducation des adultes et de planification de programmes. La formation assurée par chaque stage sera adaptée aux priorités assignées par le pays aux efforts qu'il accomplit pour intégrer les femmes au développement et pour élever le niveau de vie familiale. Comme dans le cas de la première série les stages seront organisés dans les divers pays par les équipes nationales.

Les apports respectifs des gouvernements bénéficiaires, le financement du projet et l'appui hors-projet accordé par le Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA seront comme suit :

TABLEAU I

Fonds accordés pour la première série de stages itinérants
de formation (en dollars des Etats-Unis)

Donateur	Période du don	Montant du don	Les divers éléments du don						
			Administra- teurs (y com- pris les frais de voyage)	Consultants (y compris les frais de voyage)	Appui adminis- tratif	Partici- pants à la forma- tion de groupes	Matériel non com- sompti- ble	Fourni- ture Matéri- el péda- gogique	Impré- vus
FAO/FNUAP	mai 1973/ 1977	534.700	287.000	100.000	38.000	60.000	14.000	17.200	18.500
Pays Bas	1973/74	45.400	-	22.760	-	20.550	-	690	1.400
République fédérale d'Allemagne	1974/77	104.520	-	84.590	-	13.930	-	6.000	-
Belgique	1976/77	68.870	-	34.120	-	18.800	-	2.000	5.490
FISE	1975/77	84.000	-	-	-	64.800	-	19.200	-
Fédération internationale pour la plani- fication familiale	1976/77	19.170	4.910	-	-	10.910	-	1.000	-
TOTAL:		856.660	291.910	241.470	38.000	188.990	14.000	46.090	25.390

- Gouvernements bénéficiaires : locaux pour le stage et le logement des participants; dépenses de l'équipe nationale et des experts locaux; services de secrétariat; dépenses médicales et assurance des participants; fournitures de secrétariat;
- Apport de la CEA (crédits affectés au projet) : frais de nourriture des participants, voyages dans certaines limites à l'intérieur du pays (pour la participation au stage et pour les missions sur le terrain); matériel pédagogique et matériel courant, dépenses relatives aux consultants internationaux, services de secrétariat; publication de manuels en fonction du stage (voir budget);
- Apport de la CEA (sources extérieures au projet) : salaires des administrateurs qui établissent le matériel technique nécessaire et organisent les stages avec le pays intéressé au siège de la CEA et pendant les missions et qui sont chargés d'assurer la comptabilité et de faire rapport aux donateurs; missions d'examen et d'évaluation entreprises par la CEA; appui administratif du Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA à Addis-Abéba; services d'administrateurs et services d'appui administratif pour la deuxième série de stages (estimés à 27.000 dollars des Etats-Unis par année, au total 81.000 dollars des Etats-Unis; coût des deux premiers stages de la deuxième série : 30.000 dollars des Etats-Unis).

5. Activités connexes:

Outre la première série de stages, les deux stages de la deuxième série qui ont déjà eu lieu et trois missions d'examen et d'évaluation de la CEA dans le cadre de la première série de stages, les fonctionnaires et des consultants du Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA travaillent à un programme visant à aider les pays à établir un mécanisme national pour l'intégration des femmes au développement, effectuent des travaux de recherche appliquée sur le rôle et la situation des femmes et organisent un programme d'équipes spéciales dans le cadre duquel les femmes qualifiées d'Afrique puissent faire part de leurs connaissances et de leur expérience aux femmes d'autres pays. La formation est essentielle dans tous ces programmes et les stages itinérants de formation (première et deuxième séries) leur sont étroitement associés.

Le Centre de recherches et de formation pour la femme de la CEA reste aussi en liaison étroite avec les divers organismes de la région exécutant des activités connexes et travaille en collaboration avec l'ONU et les institutions spécialisées des Nations Unies. La deuxième série de stages entraînera vraisemblablement une collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non-gouvernementales.

6. Durée du projet - Août 1977 - avril 1980.

7. Plan de travail:

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>Lieu</u>	<u>Date de commencement et durée du projet</u>
1) Arrangements préliminaires avec les gouvernements pour deux stages spécialisés (voir paragraphe 4 ci-dessus)	CEA, Addis-Abéba et pays à déterminer	Juillet-août 1977
2) Recrutement des consultants pour deux stages en 1977	CEA, Addis-Abéba	Juillet-août 1977
3) Deux stages	Dans deux pays de la région	Octobre et Novembre 1977
4) Organisation de trois stages devant avoir lieu en 1978 et choix des sujets et des consultants	CEA, Addis-Abéba et trois pays de la région	Juin-décembre 1977
5) Etablissement de manuels en fonction des stages de 1977; distribution de ces manuels aux pays membres	CEA, Addis-Abéba	Janvier-mai 1978
6) Trois stages en 1978	Dans trois pays de la région	Juin-octobre 1978
7) Organisation de trois stages en 1979 et choix des sujets et des consultants	pays de la région	Juin-décembre 1978
8) Etablissement de manuels en fonction des stages de 1978; distribution de ces manuels aux pays membres	CEA, Addis-Abéba	Janvier-mai 1979

- | | | | |
|-----|---|--|-----------------------|
| 9) | Trois stages en 1979 | Dans trois pays de la région | Juin-octobre 1979 |
| 10) | Mission d'examen des stages de 1977 et 1978 et activités consécutives à ces stages | Mission dans cinq pays où ont eu lieu des ateliers | Juillet-décembre 1979 |
| 11) | Etablissement de manuels en fonction des stages de 1979; distribution de ces manuels aux pays membres | CEA, Addis-Abéba | Janvier-avril 1980. |

NOTE : L'examen des stages de 1979 et les activités consécutives à ces derniers auront lieu en 1980. Ces missions d'évaluation donneront vraisemblablement naissance à d'autres activités soit dans les pays où ont eu lieu la première et la deuxième séries de stages soit dans d'autres pays. Ces activités exigeront une assistance supplémentaire.

ANNEXE I

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1977

- (1) Montant calculé sur la base d'honoraires fixés à 1 200 dollars des Etats-Unis par mois.
- (2) Montant calculé sur la base d'une secrétaire par stage, dont le salaire est financé à l'aide des crédits affectés au projet, 1 secrétaire étant fournie par le pays bénéficiaire.
- (3) Frais de voyage évalués à 1 000 dollars des Etats-Unis par stage, indemnité journalière de 45 dollars x 30 jours par consultant et par stage.
- (4) Montant calculé sur la base de 14 dollars des Etats-Unis par jour.
- (5) Montant calculé sur la base de 100 dollars des Etats-Unis par participant.
- (6) Montant calculé sur la base de 1 000 dollars des Etats-Unis par stage et concernant un manuel établi d'après les activités du stage.

ANNEXE II
DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1978

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
Experts : Consultants dans des domaines spécialisés: 2 par stage, pour 3 stages (honoraires) (1)	6	7.200	-	-	6	7.200
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
1 Secrétaire G.S 7/8 pendant 15 jours par stage (au Centre, à la CEA)	1.5	900	1.5	900	-	-
1 Secrétaire G.S 7 pendant un mois par stage (dans les pays) (2)	3	1.800	-	-	3	1.800
<u>Voyages</u>						
Pour deux consultants (3)		14.100	-	-	-	14.100
<u>Total partiel</u>		24.000		900		23.100
<u>Formation</u>						
Frais de repas de 24 participants pendant 20 jours chacun par stage (4)		20.160				20.160
Transports locaux pour 24 participants par stage (3 stages) (5)		7.200		-		7.200
<u>Missions sur place</u>		900				900
<u>Total partiel</u>		28.260				28.260
<u>Matériel</u>						
Matériel pédagogique, matériel courant et fournitures consommables		2.400		-		2.400
<u>Total partiel</u>		2.400				2.400
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication (6);		3.000		-		3.000
frais de transport des documents et dépenses relatives au matériel; frais de réception, provision pour imprévus de 5%;		1.200		-		1.200
dépenses d'administration et divers frais connexes : 14%		2.943		45		2.898
		8.652		132		8.520
<u>Total partiel</u>		15.795		177		15.618
<u>TOTAL GENERAL</u>		70.455		1.077		69.378

- (1) Montant calculé sur la base d'honoraires fixés à 1 200 dollars des Etats-Unis par mois.
- (2) Montant calculé sur la base d'une secrétaire par stage, dont le salaire est financé à l'aide des crédits affectés au projet, 1 secrétaire étant fournie par le pays bénéficiaire.
- (3) Frais de voyage évalués à 1 000 dollars des Etats-Unis par stage, indemnité journalière de 45 dollars x 30 jours par consultant et par stage.
- (4) Montant calculé sur la base de 14 dollars des Etats-Unis par jour.
- (5) Montant calculé sur la base de 100 dollars des Etats-Unis par participant.
- (6) Montant calculé sur la base de 1 000 dollars des Etats-Unis par stage et concernant un manuel établi d'après les activités du stage.

ANNEXE III
DEVIS DE PROJET
 (en dollars des Etats-Unis)

1979

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
Experts : Consultants dans des domaines spécialisés: 2 par stage pour 3 stages (honoraires) (1)	6	7.200	-	-	6	7.200
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
1 Secrétaire G.S 7/8 pendant 15 jours par stage (au Centre, à la CEA)	1.5	900	1.5	900	-	-
1 Secrétaire G.S 7 pendant un mois par stage (dans les pays) (2)	3	1.800	-	-	3	1.800
<u>Voyages</u>						
Pour deux consultants (3)		14.100	-	-		14.100
<u>Total partiel</u>		24.000		900		23.100
<u>Formation</u>						
Frais de repas de 24 participants pendant 20 jours chacun par stage (3 stages) (4)		20.160				20.160
Transports locaux pour 24 participants par stage (3 stages) (5)		7.200				7.200
Missions sur place		900				900
<u>Total partiel</u>		28.260				28.260
<u>Matériel</u>						
Matériel pédagogique, matériel courant et fournitures consommables		2.400				2.400
<u>Total partiel</u>		2.400				2.400
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication (6);		3.000				3.000
frais de transport des documents et dépenses relatives au matériel; frais de réception, provision pour imprévus de 5%; dépenses d'administration et divers		1.200				1.200
frais connexes : 14%		2.943		45		2.898
		8.652		132		8.520
<u>Total partiel</u>		15.795		177		15.618
TOTAL GENERAL		70.455		1.077		69.378

- (1) Montant calculé sur la base d'honoraires-fixés à 1 200 dollars des Etats-Unis par mois.
- (2) Montant calculé sur la base d'une secrétaire par stage, dont le salaire est financé à l'aide des crédits affectés au projet, 1 secrétaire étant fournie par le pays bénéficiaire.
- (3) Frais de voyage évalués à 1 000 dollars des Etats-Unis par stage, indemnité journalière de 45 dollars x 30 jours par consultant et par stage.
- (4) Montant calculé sur la base de 14 dollars des Etats-Unis par jour.
- (5) Montant calculé sur la base de 100 dollars des Etats-Unis par participant.
- (6) Montant calculé sur la base de 1 000 dollars des Etats-Unis par stage et concernant un manuel établi d'après les activités du stage.

Budget global

Coût par atelier demandé aux donateurs (apport de la CEA non compris)

23.125 dollars des Etats-Unis

Total

1977 2 ateliers = 46.252 dollars des Etats-Unis

1978 3 ateliers = 69.378 dollars des Etats-Unis

1979 3 ateliers = 69.378 dollars des Etats-Unis

Total Général : 185.008 dollars des Etats-Unis

1. Numéro et titre du projet : 9.531 Formation de niveau intermédiaire à l'intention d'agents d'exécution expérimentés dans les domaines de la nutrition appliquée, de la protection de l'enfance et de la vie familiale.
2. Généralités et justification:

Le problème consistant à dispenser aux agents d'exécution de niveau intermédiaire une formation complémentaire a été examiné de façon approfondie lors des ateliers itinérants de formation organisés par les gouvernements africains avec l'assistance du Centre de recherches et de formation de la CEA pour la femme. Dans de nombreux cas, seuls les individus titulaires de diplômes universitaires peuvent bénéficier d'une telle formation complémentaire, mais il est rare que les agents d'exécution de niveau intermédiaire possèdent de tels diplômes. Lors des discussions de groupe qui ont eu lieu dans le cadre des ateliers itinérants, les participants ont estimé que le principal obstacle au développement tenait au fait que les agents d'exécution, et en particulier les femmes, manquaient de connaissances techniques dans les domaines de la nutrition appliquée, de l'enseignement de la vie familiale, de la planification des programmes, de la gestion des ressources, de la mise au point des programmes scolaires et des méthodes pédagogiques. En application des recommandations et des plans d'action soumis par les participants à ces ateliers et approuvés ultérieurement par leurs gouvernements respectifs, le Centre a été prié de prendre les mesures voulues afin de dispenser une formation plus approfondie aux agents de vulgarisation.

Le Centre estime que la formation de personnel de niveau intermédiaire est l'un des facteurs essentiels qui permettront d'atteindre les familles rurales. Si l'on veut réaliser le principal objectif du programme de formation du Centre, à savoir l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales, cela ne pourra se faire que grâce aux activités des agents de vulgarisation qui connaissent la population locale et qui peuvent communiquer dans leur langue. Ces agents devront recevoir une préparation technique approfondie avant de pouvoir transmettre leurs connaissances aux familles au niveau local.

Compte tenu du fait que dans de nombreux pays africains, les femmes assument non seulement des responsabilités familiales en tant que mères, ménagères et en tant qu'elles sont chargées de l'éducation de leurs jeunes enfants mais qu'en outre, une de leurs activités

LM.77.18

1977-836

principales porte sur la production alimentaire, la nécessité de renforcer leurs connaissances et leurs aptitudes se fait fortement sentir. Toutefois, ces dernières sont souvent davantage disposées à accueillir comme agents de vulgarisation des femmes plutôt que des hommes. Le Centre espère qu'il sera possible d'établir des contacts plus étroits avec les femmes des régions rurales d'Afrique grâce au recrutement d'un nombre accru de femmes comme agents locaux et que les besoins des femmes pourront être de la sorte satisfaits d'une manière plus efficace. Le Centre a récemment étudié cette question de façon approfondie et a pris contact avec l'une des écoles de formation intermédiaire les plus réputées d'Afrique, à savoir l'Institut panafricain pour le développement (IPD), en vue de collaborer avec ce dernier pour l'organisation de cours de formation portant sur des matières qui n'étaient pas jusqu'alors inscrites au programme de l'IPD mais dont la connaissance est particulièrement indispensable aux travailleurs qui viennent en aide aux familles rurales.

A l'heure actuelle, on compte treize femmes parmi les 300 étudiants inscrits à l'IPD, et il faudrait donc également faire en sorte que davantage de femmes aient la possibilité de suivre les cours de formation dispensés par l'Institut.

3. Objectifs du projet:

- 1) Améliorer les connaissances techniques de base et les compétences des travailleurs ruraux locaux de niveau intermédiaire, en particulier les femmes.
- 2) Par l'intermédiaire de travailleurs hautement qualifiés, atteindre les familles rurales et aider ces dernières à apprendre de nouveaux moyens d'améliorer leurs conditions de vie.

4. Description du projet:

On propose que le Centre aide l'Institut à organiser:

- un cours portant sur la nutrition appliquée, le développement et la protection sociale de l'enfance et la vie familiale, qui compléterait le cours de base de six mois que doivent suivre les stagiaires des deux sexes à l'Institut. Ce cours porterait également sur les méthodes d'enseignement de ces matières dans les zones rurales.

- Un cours spécial de trois mois intitulé "la nutrition et la vie familiale", équivalent au cours de spécialisation de trois mois portant sur la gestion et l'environnement. Ce cours spécialisé serait facultatif et aussi bien les hommes que les femmes pourraient s'y inscrire. Il s'agirait de dispenser une formation dans les domaines de la nutrition appliquée, du développement des ressources humaines, des soins aux enfants, de la vie familiale et de la santé de la famille, et de l'intégration de l'économie domestique et agricole, y compris les méthodes permettant d'équilibrer les ressources familiales et les dimensions de la famille, la planification des programmes, l'élaboration des programmes scolaires et les techniques d'éducation des adultes.

A cette fin, le projet comprendrait les éléments ci-après :

- a) le recrutement en 1977 pour une durée de 4 mois d'un consultant chargé de l'élaboration des programmes scolaires, qui travaillerait en collaboration avec le personnel de l'Institut en vue de mettre au point et d'organiser à titre expérimental les deux types de cours décrits aux rubriques a) et b) ci-dessus.
- b) Le concours d'un fonctionnaire du Centre, qui serait chargé de participer aux activités de planification, d'enseignement, d'expérimentation et d'évaluation du nouveau cours dans le cadre du cours de base de formation de six mois ainsi que du cours spécialisé d'une durée de trois mois sur la nutrition et la vie familiale. Ce fonctionnaire se rendrait deux fois par an à l'Institut, chaque fois pour une durée de six semaines.
- c) L'octroi de dix bourses de perfectionnement de 3 mois par an, pendant trois années, à des femmes travaillant sur le terrain afin de leur permettre de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale (voir le paragraphe 4 ci-dessus pour les matières sur lesquelles portera ce cours spécialisé).
- d) La fourniture de matériel pédagogique pour le cours de base et le cours spécialisé.

Les apports de l'Institut, les modalités de financement du projet, et l'appui fourni par le Centre au moyen de ressources hors projet seront les suivants :

- Institut : l'appui financier supplémentaire fourni aux étudiants portera sur les éléments ci-après : cours de base; outre les dix bourses de perfectionnement, octroi aux étudiants de moyens financiers pour leur permettre de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale; prise en charge des traitements et des dépenses du personnel enseignant pour les autres matières sur lesquelles porteront le cours de base et le cours spécialisé; appui administratif et services de secrétariat; fourniture de logements au personnel enseignant;
- Activités financées par la CEA au moyen des fonds affectés au projet : un consultant pour l'élaboration des programmes scolaires, pendant quatre mois en 1977; frais de voyage d'un fonctionnaire du Centre à l'occasion de deux séjours de six semaines chacun par an aux fins de la planification, de la mise à l'essai et de la révision des programmes scolaires et pour les mesures consécutives; octroi de dix bourses de perfectionnement par an, d'une durée de trois ans, à des femmes expérimentées en matière de travail sur le terrain afin de leur permettre de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale;
- Activités financées par la CEA aux moyens de ressources hors projet : en plus du traitement du fonctionnaire du Centre directement intéressé pour une durée de quatre mois par an et du traitement du secrétaire, deux mois de travail par an ont déjà été inclus dans le devis de projet en tant que contribution de la CEA;
- Traitements des administrateurs, des secrétaires et du personnel administratif du Centre qui contribueront à la mise au point des arrangements pour la désignation des boursiers et l'administration des bourses de perfectionnement et pour la préparation des documents techniques se rapportant au cours ainsi que des comptes et des rapports à l'intention des donateurs; coût des séjours de ces fonctionnaires à Douala et des séjours préparatoires et consécutifs dans divers pays (montant estimatif de 26 000 dollars des Etats-Unis par an, soit au total 78 000 dollars des Etats-Unis pour les trois années).

5. Activités connexes:

Coutre le programme de formation itinérante qui est étroitement lié à l'amélioration des techniques de formation que l'on se propose de promouvoir à l'Institut panafricain pour la développement de Douala, les activités du Centre concernant la création de garderies (grâce à l'organisation de cours de formation, de journées d'études et de projets pilotes), la technologie villageoise (cours de formation et projets pilotes), et les travaux de recherche sur les besoins et la situation des femmes dans les zones rurales, sont particulièrement utiles aux fins de ce projet.

Le Centre maintient des liens étroits avec la FAO, le FISE et d'autres organismes des Nations Unies et organisations non-gouvernementales dans les diverses sous-régions en ce qui concerne l'exécution des programmes susmentionnés.

6. Durée du projet:

Août 1977 à juin 1980.

7. Plan de travail:

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>Emplacement</u>	<u>Date du début d'exécution et durée</u>
1) Désignation du consultant chargé d'examiner, d'élaborer et de mettre à l'essai, en collaboration avec le personnel de l'IPD, le contenu a) du cours sur la nutrition appliquée, le développement et la protection sociale de l'enfance et la vie familiale dans le cadre du cours de base de formation de six mois dispensé par l'IPD et b) du cours spécialisé d'une durée de trois mois sur la nutrition et la vie familiale.	IPD, Douala (Cameroun)	1.9.77 au 30.12.77

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>Emplacement</u>	<u>Date du début d'exécution et durée</u>
2) Sélection de dix femmes expérimentées en matière de travail social sur le terrain auxquelles seront octroyées des bourses de perfectionnement leur permettant de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale en 1977	Centre de recherches et de formation pour la femme et pays de la région, par l'intermédiaire du PNUD	1.8.77
3) Participation d'un fonctionnaire du Centre aux activités de planification, d'élaboration et de mise à l'essai des deux types de cours (avec le concours des consultants du Centre)	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.77 au 15.11.77
4) Premier cours spécialisé (trois mois) sur la nutrition et la vie familiale (dix boursières participeront à ce cours)	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.77 au 31.1.78
5) Premier cours sur la nutrition appliquée, le développement et la protection de l'enfance et la vie familiale dans le cadre du cours de formation de base de six mois	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.77 au 15.5.78
6) Visite d'un fonctionnaire du Centre aux fins d'enseignement, d'évaluation et de suivi des cours	IPD, Douala (Cameroun)	1.4.78 au 15.5.78
7) Sélection de dix femmes expérimentées en matière de travail social sur le terrain auquel seront octroyées des bourses de perfectionnement leur permettant de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale en 1978.	Centre de recherches et de formation pour la femme et pays de la région, par l'intermédiaire du PNUD	1.8.1978

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>Emplacement</u>	<u>Date du début d'exécution et durée</u>
8) Participation d'un fonctionnaire du Centre à la révision et à l'enseignement des cours de base et des cours spécialisés, 1978	IPD, Douala (Cameroun)	1.10.78 au 15.11.78
9) Deuxième cours spécialisé (trois mois) sur la nutrition et la vie familiale (10 boursières y participeront)	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.78 au 31.1.79
10) Deuxième cours sur la nutrition appliquée, le développement et la protection de l'enfance et la vie familiale dans le cadre du cours de formation de base de six mois	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.78 au 15.5.79
11) Visite d'un fonctionnaire du Centre aux fins d'enseignement, d'évaluation et du suivi des cours	IPD, Douala (Cameroun)	1.4.79 au 15.5.79
12) Sélection de dix femmes expérimentées en matière de travail social sur le terrain auquel seront octroyées des bourses de perfectionnement leur permettant de suivre le cours spécialisé de trois mois sur la nutrition et la vie familiale en 1979	Centre de recherches et de formation pour la femme et pays de la région, par l'intermédiaire du PNUD	1.8.79
13) Participation d'un fonctionnaire du Centre à la révision et à l'enseignement des cours de base et des cours spécialisés en 1979	IPD, Douala (Cameroun)	1.10.79 au 15.11.79
14) Troisième cours spécialisé (trois mois) sur la nutrition et la vie familiale (dix boursières y participeront)	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.79 au 31.1.80

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>Emplacement</u>	<u>Date du début d'exécution et durée</u>
15) Troisième cours sur la nutrition appliquée, le développement et la protection de l'enfance et la vie familiale dans le cadre du cours de formation de base de six mois	IPD, Douala (Cameroun)	15.10.79 au 15.5.80
16) Préparation du rapport final sur le projet par le Centre	Addis-Abéba	15.5.80 au 15.6.80

Note : On prévoit que des fonds seront nécessaires pour financer les dépenses afférentes au fonctionnaire permanent qui sera chargé de ces cours ainsi que pour financer de nouvelles bourses de perfectionnement, à compter de 1980.

ANNEXE IDEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1977

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandés	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
<u>Experts:</u>						
1 consultant chargé d'élaborer les programmes d'études (nutrition appliquée, développement de l'enfance, vie familiale) 1/	4	5.600	-	-	4	5.600
1 fonctionnaire du Centre de recherches et de formation pour la femme (traitement) 2/	2.5	7.690	2.5	7.690	-	-
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
<u>Services de secrétariat :</u>						
Un/une secrétaire, deux mois à la CEA (GS.8)	2	1.330	2	1.330	-	-
<u>Voyages</u>						
Frais de voyage du consultant 3/		6.400		-		6.400
Frais de voyage du fonctionnaire du Centre (une visite de six semaines) 4/		2.980				2.980
<u>Total partiel :</u>		24.000		9.020		14.980
<u>Formation</u>						
Octroi de bourses de perfectionnement 5/ à 10 femmes travaillant sur le terrain afin de leur permettre de participer au cours spécialisé de formation d'une durée de trois mois organisé par l'Institut sur la nutrition, le développement de l'enfance, la vie familiale et autres matières connexes		22.000	-	-		22.000
<u>Total partiel :</u>		22.000				22.000

ANNEXE I (suite)DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1977

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Matériel</u>						
Matériel pédagogique pour un cours de base et pour un cours spécialisé de formation d'une durée de trois mois		2,000	-	-		2,000
<u>Total partiel :</u>		2,000				2,000
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication 6/; frais de transport du matériel et dépenses relatives aux documents; frais de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes, à raison de 5 p. 100; dépenses d'appui, à raison de 14 p. 100		1,000 400 2.470 7.262	- - - -	- - 45.451 1.326		1,000 400 2.019 5.936
<u>Total partiel :</u>		11.132		1.777		9.355
<u>TOTAL GENERAL</u>		55.132		10.797		48.335

- 1/ Honoraires de 1.400 dollars des Etats-Unis par mois.
- 2/ Traitement calculé pour un fonctionnaire de la classe P.4 et pour une durée de dix semaines.
- 3/ Montant calculé sur la base de 120 jours d'indemnité de subsistance à raison de 45 dollars par jour plus 1.000 dollars des Etats-Unis pour les billets, les excédents de bagage et les faux frais au départ et à l'arrivée.
- 4/ Montant calculé sur la base de 44 jours d'indemnité de subsistance à raison de 45 dollars plus 1.000 dollars pour le prix du billet.
- 5/ Montant calculé sur la base de 2.200 dollars des Etats-Unis par étudiant pour une durée de trois mois, y compris les frais de voyage à raison de 530 dollars par étudiant.
- 6/ Frais d'impression des cours et du rapport du consultant, soit 1.000 dollars des Etats-Unis.

ANNEXE II
DEVIS DE PROJET
(en dollars des Etats-Unis)
1978

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
<u>Experts :</u>						
1 fonctionnaire du Centre de recherches et de formation pour la femme 1/	4	12.300	4	12.300	-	-
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
<u>Services de secrétariat :</u>						
Un/une secrétaire, deux mois à la CEA (GS.8)	2	1.330	2	1.330	-	-
<u>Voyages</u>						
Frais de voyage d'un fonctionnaire du Centre (deux visites de six semaines) 2/		5.960	-	-		5.960
<u>Total partiel :</u>		<u>19.590</u>		<u>13.630</u>		<u>5.960</u>
<u>Formation</u>						
Octroi de bourses de perfectionnement 3/ à 10 femmes travaillant sur le terrain afin de leur permettre de participer au cours spécialisé de formation d'une durée de trois mois organisé par l'Institut sur la nutrition, le développement de l'enfance, la vie familiale et autres matières connexes		22.000	-	-		22.000
<u>Total partiel :</u>		<u>22.000</u>				<u>22.000</u>

ANNEXE II (suite)

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1978

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Matériel</u>						
<u>Total partiel :</u>		-		-		-
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication; frais de transport du matériel et dépenses relatives aux documents; frais de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes, à raison de 5 p. 100; dépenses d'appui		400	-	-	-	400
		2.100		682		1.418
		6.173		2.004		4.169
<u>Total partiel :</u>		8.673		2.686		5.987
<u>TOTAL GENERAL:</u>		50.263		16.316		33.947

- 1/ Traitement calculé pour un fonctionnaire de la classe P.4 et pour une durée de 16 semaines.
- 2/ Montant calculé sur la base de 44 jours d'indemnité de subsistance à raison de 45 dollars plus 1.000 dollars pour les frais de voyage, les excédents de bagage et les faux frais au départ et à l'arrivée x 2 visites.
- 3/ Montant calculé sur la base de 2.200 dollars des Etats-Unis par étudiant pour une durée de trois mois, y compris les frais de voyage à raison de 520 dollars par étudiant.

ANNEXE IIIDEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1979

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
<u>Experts :</u>						
1 fonctionnaire du Centre de recherches et de formation pour la femme (traitement) 1/	4	12.300	4	12.300	-	-
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
<u>Services de secrétariat :</u>						
Un/Une secrétaire, deux mois à la CEA (GS.8)	2	1.330	2	1.330	-	-
<u>Voyages</u>						
Frais de voyage des fonctionnaires du Centre (deux visites de six semaines) 2/		5.960	-	-		5.960
<u>Total partiel:</u>		19.590		13.630		5.960
<u>Formation</u>						
Octroi de bourses de perfectionnement 3/ à 10 femmes travaillant sur le terrain afin de leur permettre de participer au cours spécialisé de formation d'une durée de trois mois organisé par l'Institut sur la nutrition, le développement de l'enfance, la vie familiale et autres matières connexes		22.000				22.000
<u>Total partiel:</u>		22.000				22.000

ANNEXE III (suite)DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unis)

1979

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Matériel</u>						
<u>Total partiel:</u>						
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication; frais de transport du matériel et dépenses relatives aux documents; frais de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes, à raison de 5 p.100		400	-	-		400
dépenses d'appui, à raison de 14 p. 100		2.100		682		1.418
		6.173		2.004		4.169
<u>Total partiel :</u>		8.673		2.686		4.987
<u>TOTAL GENERAL</u>		50.263		16.316		33.947

- 1/ Traitement calculé pour un fonctionnaire de la classe P.4 et pour une durée de 16 semaines.
- 2/ Montant calculé sur la base de 44 jours d'indemnité de subsistance à raison de 45 dollars plus 1.000 dollars pour les frais de voyage, les excédents de bagage et les faux frais au départ et à l'arrivée x 2 visites.
- 3/ Montant calculé sur la base de 2.200 dollars des Etats-Unis par étudiant pour une durée de trois mois, y compris les frais de voyage à raison de 520 dollars par étudiant.

1. Titre et numéro du projet : 9.533 : La jeunesse et la protection sociale

2. Généralités et justification

En novembre 1967, a eu lieu la première réunion interorganisations de représentants régionaux (OIT, UNESCO, OMS, FAO, FISE et CEA) qui s'occupent des questions concernant les jeunes en Afrique pour donner suite aux recommandations formulées par la Réunion ad hoc interorganisations tenue à Genève en août de la même année et pour envisager les mesures ultérieures à prendre pour la région. Ces efforts conjoints initiaux ont abouti a) à une étude comparée des politiques et programmes régionaux futurs en faveur de la jeunesse de la FAO, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la CEA, visant à prendre des mesures de coopération à tous les niveaux de la planification et de l'exécution des programmes; et b) à la convocation d'une conférence régionale sur "l'emploi des jeunes et le développement national à Niamey (Niger) du 21 au 30 mai 1968".

Le programme de la CEA dans le domaine de la jeunesse n'a pas depuis progressé aussi vite qu'on l'espérait, en raison d'obstacles financiers et autres. On peut dire que le Séminaire régional sur le rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans le développement économique et social tenu en 1970 et financé par l'Agence danoise de développement international a donné un nouvel essor à cette question en fonction duquel la CEA a décidé de renforcer son programme en faveur de la jeunesse. Lors de la récente restructuration du secrétariat, on a créé au sein de la Division du développement social une section de la "Jeunesse et de la protection sociale" pour laquelle un programme de travail a été élaboré mais le manque de ressources n'a pas permis encore de l'appliquer intégralement.

Selon les estimations 55 % de la population africaine ont entre 10 et 25 ans, et les problèmes relatifs à l'enseignement, et à l'emploi et les autres problèmes socio-économiques qui se posent à cette partie importante de la population sont par conséquent considérables et méritent une attention prioritaire des gouvernements africains. Cette situation est en outre aggravée par le fait que la population de l'Afrique augmente actuellement au taux estimatif de 3 p 100 par an. Le programme en faveur de la jeunesse de la CEA sera le point central de la mise en valeur et de l'utilisation de cette ressource humaine dont l'importance est capitale et favorisera ainsi la contribution des jeunes au développement national en les faisant participer à des programmes et des activités bien conçus tout en leur donnant l'occasion de s'employer et de développer leur capacités.

3. Description sommaire du projet

Le projet comprend une étude des politiques et programmes pour la jeunesse et des besoins de formation des jeunes en Afrique; une étude du mode d'organisation et de fonctionnement des programmes de service national pour les jeunes et de leurs répercussions sur le développement; la formation du personnel travaillant avec les jeunes grâce à l'organisation de projets de formation itinérants, des séminaires de formation pour les responsables de jeunes et ~~en~~ vue du perfectionnement des jeunes; un séminaire régional sur la formation aux activités en faveur de la jeunesse et la fourniture de services consultatifs régionaux aux Etats membres.

Dans le domaine de la protection sociale, le projet comprend une étude des facteurs économiques et sociaux et des infrastructures de base nécessaires pour appliquer avec succès les programmes de planification de la famille dans les collectivités rurales et urbaines et l'élaboration du Plan d'action africain pour la protection et l'épanouissement de la famille; une évaluation des facteurs déterminants spécifiques du plan d'action africain pour la protection et l'épanouissement de la famille; et un colloque régional sur la protection de la famille et de l'enfance et la protection sociale dans le cadre de la planification de la famille et l'amélioration de la vie familiale. Il comprend également la fourniture de services consultatifs, sur demande, aux Etats membres.

4. Objectifs

Les principaux objectifs du projet consistent à formuler des principes directeurs afin d'aider les gouvernements à promouvoir et mettre au point des politiques et des programmes pour la jeunesse en particulier ceux qui visent à accroître les possibilités d'emploi; à encourager et coordonner les organisations et les associations de jeunes pour le développement à l'échelon national et régional; à renforcer les politiques, administrations et institutions nationales pour la jeunesse; et à promouvoir l'élaboration de programmes de formation de responsables des jeunes.

Le projet vise également à formuler des principes directeurs pour aider les gouvernements à promouvoir et à mettre au point des politiques et programmes de protection sociale en particulier dans le domaine de la protection de la famille et de l'amélioration de la vie familiale; à promouvoir et planifier des programmes de protection sociale pour toutes les couches de la population; et à fournir sur demande des services consultatifs aux Etats membres en particulier pour la planification, l'organisation et l'intégration des programmes de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre de la politique globale de développement national ainsi que pour la mise en place d'institutions nationales de protection sociale.

5. Date probable du début d'exécution et durée du projet

1er Juillet 1977 - Cinq ans (1977 - 1981).

6. Type d'aide à fournir par le secrétariat de la CEA

La CEA sera chargée d'élaborer et d'exécuter le projet.

Les autres apports de la CEA seront les suivants ;

- a) Fourniture du personnel de maîtrise (administrateurs) chargé de guider les travaux des experts.
- b) Fourniture de services de secrétariat et d'un appui administratif.

7. Plan de travail (y compris la répartition par phase des activités relevant du projet et description des fonctions à remplir

<u>Activités relevant du projet</u>	<u>lieu d'exécution</u>	<u>date du début d'exécution et durée</u>
a) Etude des politiques en faveur des jeunes, organisation, fonctionnement et besoin en matière de formation des programmes pour la jeunesse en Afrique et leurs répercussions sur le développement	A exécuter au siège de la CEA et sur place	1977 - 1978
b) Etablissement de projets de services de formation itinérants à l'intention du personnel travaillant avec les jeunes	A exécuter dans les pays africains choisis	1977 - 1978
c) Séminaires régionaux et sous-régionaux sur la formation de responsables de jeunes et les travaux des jeunes pour le développement	A organiser dans la région	1978 - 1979

8. Type de ressources nécessaires pour chaque phase du projet

(i) Personnel de projet

- a) Un expert en matière de politique et programmes pour la jeunesse (classe P4) chargé de formuler les politiques et les programmes de la CEA concernant les jeunes et d'organiser et mettre au point des projets de services de formation itinérants pour le personnel travaillant avec les jeunes 36 h/m
- b) Un spécialiste des questions sociales adjoint (classe P2) pour aider l'expert et pour rassembler et analyser les données fournies par des pays africains choisis; organiser les séminaires, les réunions etc 36 h/m

ii)

9. Montant estimatif des divers chefs de dépenses pour chaque phase du projet et pour chaque exercice

Voir Annexes I, II et III.

ANNEXE I

DEVIS DE PROJET
(en dollars des Etats-Unis)
1977

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
Experts :						
1 de la classe P4	6	35.000	-	-	6	35.000
1 de la classe P2	6	27.500	-	-	6	27.000
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
Services de secrétariat	6	4.500	3	2.250	3	2.250
<u>Voyages</u>		3.500	-	-		3.500
Total partiel		70.500	3	2.250		68.250
<u>Equipment</u>						
Total partiel						
<u>Divers</u>						
Traduction, impression et publication; frais de transport et de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes						
Total partiel						
TOTAL GENERAL		70.500		2.250		68.250

ANNEXE II

DEVIS DE PROJET
(en dollars des Etats-Unis)
1978

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
Experts :						
1 de la classe P4	12	52.758	-	-	12	52.758
1 de la classe P2	12	41.160	-	-	12	41.160
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
Service de secrétariat	12	9.000	6	4.500	6	4.500
(2 fonctionnaires)		14.000	-	-		14.500
<u>Voyages</u>						
Total partiel		116.910	-	4.500		112.418
<u>Matériel</u>						
Total partiel						
<u>Divers (1)</u>		146.000	-	-		146.000
Traduction, impression et publication; frais de transport et de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes						
Total partiel		146.000	-	-		146.000
TOTAL GENERAL		262.918		4.500		258.418
(1) Projets de services de formation itinérants						
2 journées d'étude				68.000		
14% des frais généraux administratifs				60.000		
				18.000	= 146.000.	

ANNEXE III

DEVIS DE PROJET

(en dollars des Etats-Unies)

1979

Chefs de dépenses	Coût estimatif total		Total des ressources disponibles		Ressources demandées	
	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$	h/m	E.U.\$
<u>Personnel du projet</u>						
Experts :						
1 de la classe P4	12	57.866	-	-	12	57.866
1 della classe P2	12	46.333	-	-	12	46.333
<u>Personnel d'appui administratif</u>						
Services de secrétariat	12	9.000	6	4.500	6	4.500
(2 fonctionnaires)		14.000	-	-		14.000
<u>Voyages</u>						
Total partiel		127.199	6	4.500		122.699
<u>Matériel</u>						
Total partiel						
<u>Divers (1)</u>		125.400	-	-		125.400
Traduction, impression et publication; frais de transport et de réception; dépenses d'administration et divers frais connexes						
Total partiel		125.400	-	-		125.400
TOTAL GENERAL		252.599	-	4.500		248.099
(1) 2 journées d'études sous-régionales						
2 séminaire régional sur la formation pour les travaux des jeunes				60.000		
14% des frais généraux administratifs				50.000		
				15.400		
					= 125.400	